

1^{er} mai 2025

défense et renforcement de nos droits !

Reculs sociaux, privatisations, enrichissement d'une petite minorité et appauvrissement de l'immense majorité, remise en cause de nos droits, répression antisyndicale, développement sans précédent de l'industrie d'armement, guerres et massacres de populations civiles allant jusqu'au génocide comme en Palestine... Face à cela, des mouvements de résistance significatifs émergent dans le monde entier : aux États-Unis, le mouvement syndical s'organise contre la politique dévastatrice de Trump et de Musk, des centaines de milliers de travailleur-euses américain-es ont manifesté à plusieurs reprises pour affirmer leur rejet de la liquidation des services publics. En Serbie, la jeunesse se soulève contre un gouvernement et un système corrompus. En Allemagne, des centaines de milliers de travailleur-euses et de jeunes ont manifesté contre le danger de l'extrême droite néo-nazie. Dans le monde entier, les mobilisations se poursuivent pour le cessez-le-feu en Palestine et pour que cesse le génocide contre le peuple palestinien...



À l'occasion du 1^{er} mai 2025, la Fédération CGT des services publics appelle à participer aux manifestations organisées dans toute la France :

- Pour des services publics mis en œuvre par des fonctionnaires et des agent-es public-ques qualifié-es, formé-es, en nombre suffisant et rémunéré-es sur la base d'un point d'indice à 6 euros (soit un brut en début de carrière à 2 200 euros mensuels). Cela passe par le développement de l'emploi public, a contrario de ce que met en œuvre le gouvernement. Cela passe aussi par le droit de se soigner, violemment remis en cause par la suppression de 10 % de traitement en cas d'arrêt maladie, par le droit de partir à la retraite à 60 ans maximum...

- Contre le racisme et contre les politiques d'extrême droite, contre l'imposture sociale du RN, pour la défense de nos libertés démocratiques, dont les services publics et le statut des fonctionnaires sont garants.

- Contre la répression antisyndicale et des mouvements sociaux : nous exigeons la relaxe de tou-t-es les syndicalistes mis-es en cause par la « justice », nous exigeons la libéra-

tion des prisonniers politiques Kanaks détenus en France sans procès.

- Pour la paix, ce qui revient à exiger que cesse le commerce des armes, dont la France est devenue le deuxième exportateur sur le plan mondial ! Après le plan de 413 milliards d'euros engagé par Macron pour l'économie d'armement, ce sont à présent 800 milliards d'euros que veut trouver l'Union européenne pour répondre aux exigences guerrières de Donald Trump ! Nous ne sommes pas dupes : la guerre, c'est la retraite à 64 ans, c'est moins d'hôpitaux, moins de fonctionnaires, moins de services publics. Ces milliards, puisqu'ils existent, devraient être consacrés à répondre aux besoins sociaux de l'immense majorité de la population !

- Contre la guerre, pour le cessez-le-feu immédiat en Palestine et en Ukraine.

Cette actualité nous rappelle toute la pertinence de la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs. À l'occasion du 1^{er} mai, nous l'affirmons haut et fort :

- Nous sommes du côté des peuples qui se soulèvent contre l'arbitraire.
- Nous sommes du côté des travailleuses et ukrainien-nes qui rejettent la guerre.
- Nous sommes du côté des Israélien-nes qui combattent la politique de Netanyahou et qui, toutes les semaines, manifestent pour que cesse la barbarie qui s'abat sur le peuple palestinien.
- Nos revendications sont toutes légitimes et parfaitement réalistes !

On ne lâche rien ! Toutes et tous dans la rue le 1^{er} mai... et après, on se retrouve, on s'organise et on continue !



Je me syndique
en scannant le QR code